



Ensemble pour l'arrêt des expulsions, des coupures d'énergie, un logement décent pour tou-te-s Non au logement cher!

Le 1er avril sonne le retour des expulsions sans relogement, des coupures d'énergie et des fermetures d'hébergement pour les sans abris, lesquelles n'ont jamais été aussi nombreuses. En 2017, 125000 jugements d'expulsions ont été rendus, plus de 15000 expulsions forcées ont été réalisées par la police ainsi que 250000 coupures d'énergie.

Cette catastrophe sociale est la conséquence de la hausse constante des loyers et des charges, des prix de l'énergie, de l'immobilier et du foncier depuis plus de 50 ans, ainsi que de la baisse des revenus d'une grande part des ménages et du chômage de masse¹

Or le gouvernement met en péril le logement social en réduisant les APL, en instaurant la RLS, en imposant la vente des HLM, en supprimant les aides à la pierre, en laissant planer une menace sur le livret A : la construction, l'isolation thermique et l'entretien des HLM sont en baisse.

Le gouvernement aggrave la crise du logement lorsqu'il encourage le logement cher, livre les loyers, l'immobilier et le foncier aux lois du marché, précarise les locataires, soutient un urbanisme agressif qui chasse ses habitants des centres des métropoles. Il laisse ainsi proliférer les marchands de sommeil et se dégrader le bâti des quartiers populaires, comme à Marseille, faisant la part belle aux requins de l'immobilier.

2017 et 2018 sont deux années d'or pour l'immobilier : bailleurs privés, groupes financiers, intermédiaire, BTP, notaires, pavoisent au détriment des habitants...

Ainsi l'état pourtant garant du droit au logement, viole les droits des mal logé-e-s et des sans logis et les lois les protégeant : Loi DALO, droit à l'hébergement, réquisition des logements vacants, relogement des habitants de logement insalubre ou en surpeuplement...

A l'approche des élections européennes dans de nombreux pays des mouvements d'habitants s'opposent à la financiarisation du logement public et de la ville, à la spéculation immobilière, aux expulsions...

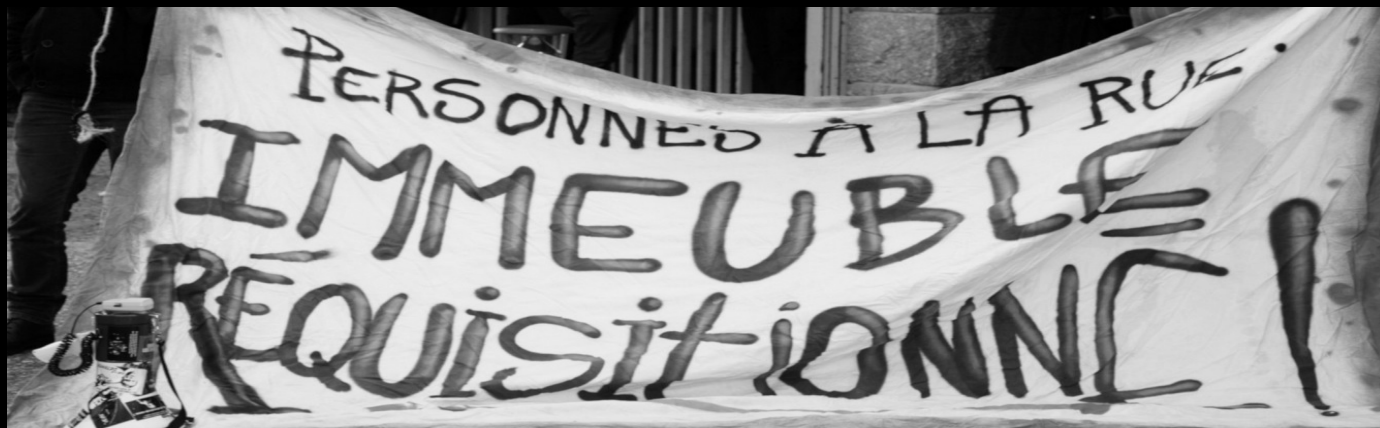
Nous leur apportons notre soutien.

Pour mettre fin aux expulsions sans relogement et aux coupures d'énergie, nous appelons à la mobilisation les 30 et 31 mars, nous invitons les maires à prendre des arrêtés anti-expulsion, à l'instar de ceux pris ces dernières années et nous encourageons les habitants à se mobiliser:

- Arrêt des expulsions sans relogement;
- Encadrement des loyers à la baisse, réduction des charges, hausse des APL, afin que le budget logement des ménages ne dépasse pas 20% de leurs revenus ;
- Arrêt des coupures d'énergie, baisse de la TVA et des taxes sur l'énergie ;
- Rétablissement et renforcement des APL et des aides à la pierre ;
- Renforcement du droit au maintien dans les lieux des locataires, respect de la loi DALO, abrogation de la loi ELAN ;

¹ En 1966, les ménages consacraient en moyenne 12,1% de leurs revenus pour se loger, en 2016, 22,6%. Pour le quart le moins riche de la population, le logement représente en moyenne 31,3% de leurs revenus, et 40,7% lorsqu'ils sont logés dans le privé...

SAMEDI 30 MARS, 12H AU 4 ALLÉE D'ESTRÉMADURE POUR PARTAGER UN REPAS AVANT DE PARTIR EN MANIFESTATION EN CENTRE-VILLE
14H MANIFESTATION PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À L'APPEL DU COLLECTIF INTER-ORGAS RENNAIS DE SOUTIEN AUX PERSONNES EXILÉES



Nous sommes des immigré·e·s, et sommes venu·e·s ici à la recherche d'une meilleure vie, mais nous ne l'avons pas trouvée. Nous voulons simplement une vie normale. Nous avons quitté nos pays à cause de mauvaises situations différentes, et aujourd'hui nous sommes ici.

Certaines personnes viennent d'Afrique, d'autre d'Asie, d'autres d'Europe, nous avons traversé des déserts, la mer, des montagnes. Nous avons perdu nos frères, nos familles sur la route. Dans les endroits que nous avons traversés, nous n'avons pas été traité·es comme des humains, mais parfois comme des animaux.

Maintenant nous sommes ici car nous voulons être traité·e·s comme des êtres humains, avoir une vie normale comme tout le monde.

Texte collectif issu de témoignages d'habitant·e·s de l'immeuble

Nous avons passé beaucoup de temps dans la rue, en France, parfois en luttant pour de la nourriture, de l'eau, et de la chaleur pour dormir car dehors il fait froid.

Après un long moment, le 17 octobre nous sommes entré·e·s dans le bâtiment du 4 allée d'Estrémadure, qui était vide, mais dans cet immeuble nous ne sommes pas bien installé·e·s, car beaucoup de personnes y vivent. C'est difficile de vivre à 4 personnes dans une chambre car nous sommes dans des situations différentes : familles, handicaps...

Nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons, nous ne pouvons pas inviter des personnes car nous sommes beaucoup dans nos chambres. Cette situation collective rend nos problèmes personnels encore plus compliqués.

Le bâtiment d'Estrémadure a une convention avec Archipel (le propriétaire) jusqu'au 31 mars, qui est aussi

la date de la fin de l'hiver et de la trêve hivernale.

Nous sommes menacé·e·s d'expulsion, et nous espérons que cela n'arrivera pas car nous avons déjà vécu dans la rue et nous savons que la situation dans la rue est dure et difficile.

La rue c'est la rue, que ce soit en hiver, au printemps ou en été. En 2018, 566 personnes y sont mortes, nous ne voulons pas connaître la même situation que nos frères morts. Ils sont morts lors de différentes saisons. De plus, certaines personnes sont malades ici et plus le seront dans la rue.

Nous ne sommes pas d'accord avec la décision de la Mairie de donner des logements à certaines personnes et en écarter d'autres. Car quand on est venu·es ici dans cet immeuble, nous ne savions rien des différentes procédures des personnes. Nous sommes venu·es pour nous protéger du soleil et de la pluie. Nous voulions juste un toit. S'il doit y avoir une solution, cela doit être pour tout le monde, car nous sommes tou·te·s dans la même situation, comme nous l'avons toujours répété.

Avant d'arriver en France, nous étions citoyen·ne·s, et après être arrivé·e·s nous avons été choqué·e·s car nous sommes devenu·e·s sans abri, en dormant dans la rue et en cherchant à manger et à boire. Nous ne pensions pas que la vie en France allait être si dure pour nous, car c'est un des pays les plus grands au monde.

Si les personnes de la Préfecture venaient dans nos pays, ils seraient accueillis avec haute sécurité et des logements. Alors que nous, nous sommes venu·e·s ici et nous dormons dans la rue.

Nous ne voyons pas le problème de rester dans cet immeuble.

On veut rester ici jusqu'à avoir une vie normale.

NOUS DEMANDONS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, À LA MAIRIE DE RENNES ET À LA PRÉFECTURE DE RESTER DANS CET IMMEUBLE JUSQU'À AVOIR UNE SOLUTION POUR TOUT LE MONDE!

NOUS DEMANDONS AUX PERSONNES FRANÇAISES DE NOUS SOUTENIR DANS NOTRE COMBAT POUR UNE VIE NORMALE!